

## ***Forces et faiblesses du projet libéral du capitalisme sénile***

1. L'après guerre (1945-1980) avait été marqué par l'hégémonie de la gauche, porteuse de modèles d'accumulation socialement régulés, la droite ayant été alors contrainte de s'y ajuster. L'érosion puis l'effondrement des rapports sociaux qui commandent les modèles en question a permis l'affirmation brutale de l'hégémonie d'une droite nouvelle, porteuse du projet du capital transnationalisé dominant dans les pays de la triade.

Cette hégémonie se traduit par le ralliement très large à l'idée que la phase actuelle de crise structurelle, avec les déséquilibres caractéristiques de tels moments et le chaos qu'ils produisent dans l'immédiat, doit être surmontée sans abandon nécessaire des règles fondamentales commandant l'organisation de la vie économique et sociale propres au capitalisme. Autrement dit une nouvelle phase A d'expansion mondiale est annoncée qui sera sans doute ce qu'elle sera, c'est à dire toujours polarisante comme le furent les précédentes mais néanmoins « acceptable » et « acceptée » parce qu'elle se soldera par un « progrès » largement partagé, fut-il inégalement.

Bien qu'on puisse « imaginer sur le papier » une telle sortie de la crise – et j'ai voulu dans les chapitres précédents en identifier les conditions et dessiner les silhouettes de l'avenir qu'elle commanderait – j'ai exprimé de fortes réserves à son endroit. Les éléments de sénilité propres à ce système qui a désormais largement fait son temps rendent à mon avis peu probable l'hypothèse d'un « renouveau » d'un capitalisme rajeuni par la révolution technologique, fondé sur le mode d'accumulation approprié qui devrait l'accompagner (le mode « patrimonial ») et les formes de la mondialisation qu'elle commanderait.

En fait les stratégies déployées par la droite nouvelle, définies exclusivement par les seuls intérêts du capital dominant, n'ont rien à offrir aux classes travailleurs et aux peuples dont au demeurant elle ne reconnaît pas même la légitimité des intérêts et des points de vue.

La « rationalité » du projet de la droite nouvelle a été mise à nu avec une parfaite maîtrise par Susan George. Le « *Rapport Lugano*<sup>38</sup> » démontre que l'ensemble des politiques mises en œuvre par le G7 et ses instruments ne peuvent que produire ce qu'elles produisent : la misère et la seule perspective de la mort pour des milliards d'êtres humains. Les classes dirigeantes de l'impérialisme collectif le savent ; car l'hypothèse qu'elles seraient stupides au point de ne pas le comprendre est tout à fait inacceptable. La stratégie qui se dessine derrière la prétendue théorie du choc des civilisations est une stratégie qui s'est donné l'objectif de régler les problèmes par l'extermination massive de pans entiers des peuples qui sont ses victimes.

Sans doute les victimes du système ne se recrutent-elles pas exclusivement parmi les peuples de la périphérie. La soumission de toutes les sociétés de la Planète à la logique exclusive du profit maximal du capital dominant produit son lot de déclassés, chômeurs, précarisés, paupérisés, exclus dans les centres eux-mêmes. Les classes dirigeantes des centres capitalistes ont cru longtemps pouvoir ignorer tant le potentiel de révolte des victimes directes de leurs politiques que le danger que la critique du système ne soit prise en charge finalement par l'ensemble des classes populaires et même par des pans importants des classes moyennes. La série des mouvements improprement qualifiés « d'anti-mondialistes » de Seattle à Gènes a

---

<sup>38</sup> Susan George, *Le Rapport Lugano*, Fayard 2000

contraint les pouvoirs en place à prendre conscience de la montée de ce bloc « antisystémique » potentiel.

Il reste que les victimes du projet se comptent, dans les périphéries du système, à une toute autre échelle. Ici il s'agit déjà de centaines de millions de « pauvres » des agglomérations urbaines bidonvillisées et des centaines de millions de paysans condamnés par la libéralisation de l'agriculture à les rejoindre rapidement. Or le capitalisme d'aujourd'hui n'est plus capable de développer des programmes susceptibles de nourrir une expansion mondiale ; il doit consacrer toutes ses forces à maintenir la consommation artificielle des nantis. Devenu sénile le capitalisme n'a plus rien à offrir à la vaste majorité des habitants des trois continents, qui représentent eux-mêmes la grande majorité de l'humanité toute entière. Le capitalisme condamne ici des milliards d'êtres humains – à n'être « rien ». Le potentiel de révolte que ces victimes représentent est gigantesque.

Certes ici aussi et jusqu'à présent les maîtres du monde ont-ils cru pouvoir ignorer le danger d'un « front du refus du Sud ». Les réponses exprimées dans les termes anciens par les populismes nationaux s'étant érodées, la relève n'a été assurée jusqu'à présent au mieux que par des mouvements fragmentés, dans d'autres cas par des dérives culturalistes – ethnicistes ou d'expressions prétendues religieuses – qui enferment les peuples concernés dans des impasses tragiques. Mais là encore des signes indiquent qu'un renouveau de la solidarité des peuples africains et asiatiques, aspirant à reconstruire un front commun anti-impérialiste, devient possible. Les maîtres politiques de l'impérialisme contemporain savent que la construction d'un nouvel internationalisme des peuples, alliant dans un front commun les travailleurs du Nord et les peuples du Sud, lui serait fatal.

Mais ce front n'existe pas encore. La fragmentation des mouvements et des luttes sociales, les insuffisances de leur politisation nécessaire – c'est à dire de leur inscription dans une vision sociétariaire d'ensemble cohérente et efficace, répondant aux défis -, le désarroi idéologique et les dérives d'un certain nombre des ripostes aux agressions du capital constituent ensemble et à court terme la force des pouvoirs en place au service du capital dominant.

2. La droite nouvelle qui avait amorcé sa formation par la proclamation de la « révolution conservatrice » mise en œuvre par Thatcher et Reagan à partir de 1980, a désormais pris consistance dans l'ensemble des sociétés de la triade. Le fer de lance de cette « internationale du capital » est constitué par l'establishment nord américain, singulièrement par sa branche républicaine. Une constellation d'associations ultra réactionnaires bien installées dans la tradition des Etats Unis (allant des défenseurs intégristes des « valeurs américaines » - lire le racisme, le mépris de l'égalité etc. – aux sectes para religieuses) relaient dans les classes moyennes et populaires le discours de cette droite nouvelle. Les droites européennes ont entrepris à leur tour leur « rajeunissement » par l'adoption du même discours, prétendu libéral, et l'éloge du marché dérégulé et des communautarismes qui en fonde la rhétorique.

La puissance de cette droite nouvelle ne doit pas être sous estimée, car elle tient à de nombreuses raisons. D'abord à son insistance sur l'idée (fausse) qu'il n'y a pas d'alternatives à son projet parce que celui-ci s'inscrirait dans le déroulement inéluctable de l'histoire et répondrait aux exigences objectives de la révolution technologique (l'informatisation), de la transformation des rapports sociaux qui l'accompagne (la « société de réseaux »), des modalités nécessaires à sa gestion économique (la financiarisation et la globalisation). Les

gauches majoritaires ayant rallié ces points de vue et choisi de peindre en rose l'avenir qu'ils dessinent, le discours de la droite en soit évidemment davantage crédibilisé. D'autant que la droite nouvelle évite de parler le langage du fascisme d'autrefois et des populismes vulgaires qui en sont les nostalgiques. La droite nouvelle n'est pas ce qu'on a qualifié un moment de « nouvelle droite », elle n'est ni Le Pen, ni même Hayder , Berlusconi et leurs émules danois et autres. Ce sont là plutôt des alliés gênants. La droite nouvelle se proclame démocratique, en donnant bien entendu à son concept de démocratie celui que le modèle américain inspire. Une masse gigantesque de productions idéologiques s'emploient à populariser cette vision nécessaire à la perspective dite libérale.

L'adversaire « communiste » abattu, la droite nouvelle a proclamé dès 1990 en théorie et en pratique (par la guerre du Golfe) que le monde « civilisé » avait désormais un nouvel ennemi : le Sud. Ce n'est pas par hasard, car cette proclamation témoigne d'une conscience aiguë que son projet n'avait rien d'offrir aux quatre cinquièmes de l'humanité que représente le Sud. Le discours sur le « choc des civilisations », inventé encore une fois aux Etats Unis, au cœur de la citadelle centrale du nouveau système impérialiste, vient ici exactement en réponse aux exigences de déploiement des stratégies de la droite nouvelle. Selon ce discours rédigé par Samuel Huntington (39) qui n'est pas un « universitaire indépendant » mais un fonctionnaire au service de l'establishment, l'avenir sera commandé non par la lutte des classes, ni même par le conflit des nations, mais tout simplement par celui des « civilisations ». Or ce prétendu conflit des civilisations procède par nature d'une conception culturaliste, c'est à dire anti-universaliste. Il suppose que chacune des entités civilisationnelles identifiées constitue un ensemble cohérent et différent des autres, faisant par-là même l'impasse à la fois sur les transformations que toutes les sociétés de la planète ont subi du fait de leur intégration dans la mondialisation capitaliste, et sur les contradictions et les conflits d'intérêts opérant au sein de chacune et de toutes les composantes du système mondial moderne. Chacune des sociétés identifiées s'opposerait « en bloc » aux autres, soudée par le système des « valeurs » qui serait le sien. Il ne s'agit pas là d'une approche scientifique de la réalité, mais d'un instrument idéologique qui vise à enfermer les peuples dans des mythes culturalistes et à les conduire ainsi à se comporter comme on le souhaite à Washington.

Les avantages de cette « vision » du monde sont évidents. Nord Américains, Européens et assimilés (Israéliens) constituent ensemble – avec les Japonais (« Blancs d'honneur » dans la classification du régime défunt de l'apartheid sud africain) - , une « aire de civilisation » dont les peuples partageraient les « mêmes valeurs » (la « démocratie » bien entendu). Les « autres » ont d'autres « valeurs » (qui par définition ne sont pas celles – ne peuvent être celles – de « l'Occident »). Et de surcroît les « autres » sont divers – Noirs, Indiens, Chinois, Musulmans - et sont dans des rapports d'hostilité mutuelle latente ou ouverte qui leur

(39) Samuel Huntington ,*The clash of civilizations and the remaking of the world order* , New York ,1996

interdiraient de constituer ensemble un front des « non nantis ». De sorte que dans le « choc des civilisations » préconisé l'Occident sort vainqueur à coup sûr ...

Tout est mis en œuvre pour que la réalité fonctionne conformément au schéma stratégique choisi. On s'y emploie en flattant les « culturalismes » des peuples victimes de la stratégie du Pentagone et de la CIA. L'alliance fondamentale entre la diplomatie de Washington et entre autre l'Islam politique réactionnaire, voire fanatique, trouve sa place dans ce plan délibéré. Et si cet Islam politique dérive, c'est à dire sort des termes du contrat, c'est tant mieux car cette dérive prouve la justesse de la thèse du « choc des civilisations ». La dérive légitime alors l'action collective des « civilisés » qui doivent se « défendre » contre les agressions des peuples désignés comme responsables de la dérive de leurs talibans.

3. Le projet de la droite nouvelle s'inscrit alors nécessairement dans le sillage de celui de l'aspiration hégémonique des Etats Unis. La droite nouvelle doit être – et est – « pro américaine ». car la maîtrise des périphéries du système passe par la multiplication des interventions militaires.

Dans ce cadre les Etats Unis ont opté pour la mise en valeur de leur avantage comparatif – la puissance militaire – pour à la fois imposer le programme de l'impérialisme collectif de la triade et s'ériger en leader de celui-ci. L'atout majeur à la fois de la « nouvelle économie » et du nouvel impérialisme collectif est la capacité terroriste des bombardements de l'aviation américaine.

Après la guerre du Golfe, celles de Yougoslavie, celle de l'Asie centrale, le président Bush ne nous a-t-il pas déjà promis « d'autres guerres » ? Contre qui ? D'autres peuples arabes ? L'Iran ? La Russie ? La Chine ? Tout est possible, à terme. Evidemment un début « d'efficacité » nécessaire pour la mise en œuvre d'un tel programme exige que « l'Occident » reste soudé comme un bloc.

Sans doute la mobilisation des moyens politiques et militaires destinés à imposer un nouvel ordre économique et social n'est-elle pas chose nouvelle dans l'histoire, bien que les « économistes libéraux » veuillent l'ignorer par principe. Mais les impérialismes et les aspirations à l'hégémonie se conjuguèrent jusqu'ici au pluriel. L'Allemagne hitlérienne et le Japon impérial – derniers en date à avoir tenté d'imposer par la force militaire leur projet « d'ordre nouveau » - s'étaient heurtés non seulement aux peuples qui en étaient les victimes mais également à d'autres impérialismes et aspirants à l'hégémonisme ; et après la seconde guerre mondiale l'existence même de l'URSS contraignait les Etats Unis à la retenue. Aujourd'hui Washington, pour son compte et celui de l'impérialisme collectif de la droite nouvelle, croit n'avoir plus de comptes à rendre à personne.

On connaît les arguments de circonstance invoqués à cet effet : le comportement des « Etats voyoux » (Rogue States) – terme inventé par le président Clinton. Sans doute certains gouvernements méritent-ils amplement cette qualification. Il reste que le prétexte n'est invoqué que lorsque l'intervention sert les intérêts de la nouvelle géostratégie globale. Par ailleurs l'Etat « cowboy », ses méthodes de terrorisme et son mépris des peuples est sans doute le chef de file des « Etats voyoux ». Cet Etat est néanmoins soutenu dans ses agressions non seulement par le suivisme britannique, mais par l'ensemble de la droite nouvelle au pouvoir en Europe. De surcroît nombre d'intellectuels viennent au secours du cowboy et s'égosillent à qualifier de « nationalisme ringard » toute condamnation de son arrogance, rejoignant ainsi le camp de l'internationale du capital et de la droite nouvelle.

L'appel au racisme pur et simple est ici le moyen par excellence qu'on mobilise pour consolider le « bloc » de la triade impérialiste : les « civilisés (« nous ») sont menacés par les « barbares » (tous les peuples d'Asie et d'Afrique – et même les Russes – le sont potentiellement).

Dans ce sens le thème du « clash des civilisations » évoque *Mein Kampf*. Car il s'agit d'une logique triviale certes mais rigoureusement identique dans les deux cas : les peuples supérieurs (hier les Nazis, aujourd'hui les « Caucasiens » c'est à dire les Nord américains et les Européens) ont le devoir de soumettre les sauvages à leur dictature, les peuples supérieurs ne peuvent espérer continuer à bénéficier de leurs « modes de vie » qu'en privant les autres de tout espoir d'en partager les douceurs. Logique simple d'un racisme fondamental, exprimée de surcroît avec toute la vulgarité avec laquelle des personnages comme Bush ou Berlusconi savent parler. Mais *Mein Kampf* était également un texte trivial et vulgaire. Ce fut en partie sa force. Il s'agit dans les deux cas de l'expression d'un fantasme criminel , mais malheureusement d'un fantasme qui s'auto réalise lorsque l'opinion est suffisamment naive pur y croire

L'appel direct au racisme suffira-t-il pour souder le bloc occidental ?

Les dirigeants politiques du système n'en sont eux-mêmes pas tout à fait convaincus. Et c'est la raison pour laquelle ils cherchent simultanément à museler les mouvements sociaux et politiques au cœur de l'Occident « civilisé » lui-même. La lutte contre le « terrorisme » en a donné le prétexte, amorçant la mise en place d'un second souffle maccarthyste aux Etats Unis. L'amalgame est donc, comme il se doit, la méthode qui permettrait de donner un semblant de légitimité au recul de la démocratie, estimé un « mal nécessaire ». Les « anti-mondialistes » de Seattle à Gènes ne sont, comme les sbires d'Oussama Ben Laden, que des « terroristes ».

C'est pourquoi, désormais, la stratégie de construction d'un front international des peuples contre le projet criminel du capitalisme sénile et de l'hégémonisme nord américain, exige que le combat soit systématique à la fois « contre le libéralisme économique » et « contre la guerre ». Parce que la mondialisation dite libérale et la militarisation de cette forme de mondialisation sont désormais inséparables. La lutte ne peut être conduite contre l'une des dimensions quelconque du libéralisme économique ici (dans les centres du système en particulier) et ignorer les interventions militaires là (dans les périphéries évidemment) sous prétexte que ces dernières relèveraient de logiques qui leur sont propres et n'auraient rien à voir avec les questions posées par le déploiement de l'économie libérale.

**4.** Mais la militarisation de la mondialisation n'est pas seulement la manifestation de la puissance de la droite nouvelle. Elle peut devenir le talon d'Achille du capitalisme sénile. Car la stratégie de l'impérialisme collectif et de l'hégémonisme nord américain qui assure la direction de ses opérations n'a de chances de continuer à marquer des points qu'à la condition que les interventions militaires successives de l'OTAN « volent de victoires (faciles) en victoires (faciles) », et que le bloc Etats Unis – Europe – Japon non seulement se maintienne mais se renforce.

Je ne crois pas que les guerres annoncées seront aussi faciles qu'on tente de le faire croire. Je ne crois pas que les forces armées américaines soient invincibles. Entre autre parce que, en dépit des moyens militaires super sophistiqués qu'elle met en œuvre, la puissance militaire des Etats Unis est fortement handicapée par l'opinion nord américaine qui n'accepte la guerre

que « sans risque » (zéro mort du côté américain, pas de l'autre côté bien sûr). Cela exige que des supplétifs qui, eux, acceptent les risques normaux de toute intervention, soient fournis par des alliés subalternisés. Par ailleurs les victoires proclamées avec tant de bruit sont-elles véritablement des victoires militaires ? Ou bien celles-ci n'ont été rendues possibles que grâce à des configurations politiques favorables à Washington, l'adversaire désigné ayant pu être chaque fois parfaitement isolé ? Que la diplomatie des victimes parvienne à rendre difficile la construction de semblables configurations, on retombera alors dans le schéma classique de l'enlèvement probable dans la guerre coloniale sans fin.

La question du financement des guerres et des interventions appelées à se multiplier dans l'avenir visible pose également problème. Certes l'opinion populaire courante que la guerre fait l'affaire des marchands d'armes est-elle un peu simplifiée et unilatérale. Il n'empêche qu'une réduction sérieuse des dépenses militaires américaines plongerait le pays dans une crise au moins aussi terrible que celle des années 1930. Avec Sweezy et Magdoff je suis de ceux qui analysent le capitalisme comme une forme sociale engendrant en permanence une tendance à la surproduction, la "crise" étant alors la forme normale de son état, tandis que la prospérité est, elle, l'exception qui doit être expliquée par des raisons particulières. Dans cette analyse nous mettons en relief le fait que les Etats Unis ne sont sortis de la crise des années 1930 que par leur surarmement, pendant et après la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui leur économie est monstrueusement difforme : près du tiers de l'activité économique dépend directement et indirectement du complexe militaire (une proportion que seule l'URSS avait atteinte à l'époque de Brezhnev). Le « keynésianisme militaire » est aujourd'hui le substitut nécessaire au keynésianisme social répudié par le capital dominant. De surcroît l'hégémonisme paie, précisément par le privilège que le dollar monnaie mondiale assure. Accepter donc pour Washington une réduction de leur rôle sur la scène mondiale, voir un "partage" des responsabilités avec l'Europe et le Japon (le fameux "sharing" dans la langue de leur diplomatie), entraînerait une réforme du système monétaire international, la perte du privilège du dollar et donc, loin de permettre des "économies", tarirait le flux des capitaux qui opère en leur faveur.

Je ne suggère pas ici que la querelle entre Américains et Européens portera pour l'essentiel sur la question du financement de la militarisation de la mondialisation. Je suggère seulement qu'il y aura là un motif supplémentaire qui pourrait aider à provoquer un sursaut sain des peuples européens. Les raisons fondamentales de ce sursaut souhaitable et possible sont néanmoins à rechercher ailleurs : dans la tradition politique européenne qui n'a pas (encore) subi les réductions qui caractérisent la bouffonnerie électorale qui tient lieu de démocratie outre Atlantique.

Enfin les attentats du 11 septembre 2001 ont révélé la vulnérabilité des Etats Unis eux-mêmes, en démontrant que leur propre territoire n'était pas inviolable. L'opinion américaine brutalement réveillée par le choc deviendra-t-elle de ce fait plus vigilante et plus méfiante à l'égard de l'arrogance de ses classes dirigeantes ? Ou acceptera-t-elle de se souder derrière elles et d'accepter la logique d'un nouveau maccarthysme ?

La guerre globale dans laquelle l'hégémonisme des Etats Unis a plongé le monde est une guerre sans fin, parce que sans paix, conduite contre un ennemi non désigné. Derrière l'adversaire apparent (les « voyoux », les « terroristes »), se profilent en effet les ennemis véritables que constituent en fait potentiellement tous les peuples du Sud. L'opinion européenne consentira-t-elle à suivre les Etats Unis dans cette aventure sans fin ? Cela exigerait que la sensibilité des peuples européens à la réalité impérialiste du projet soit

définitivement et parfaitement annihilée . C'est peut-être le cas aujourd'hui , mais pour combien de temps ?

Ce qui me paraît le plus probable dans l'immédiat c'est tout simplement que le système continue à s'enfermer dans la série des impasses qui caractérisent le moment actuel : l'affirmation d'une hégémonie américaine arrogante, multipliant ses interventions violentes dans l'espoir de souder derrière elle le bloc des partenaires du nouvel impérialisme collectif et de rallier les gouvernements du tiers monde, contraints et forcés.

L'impasse frise aujourd'hui le grotesque. La société américaine, dont la « survie » - dans les formes qu'elles s'est données et qu'elles voudrait perpétuer à tout prix – dépend de la contribution des autres au financement de son gaspillage, parle comme si elle était en position de commander au monde ! La conjoncture de l'économie mondiale est suspendue au maintien du gaspillage américain. Qu'une récession frappe les Etats Unis et voilà les exportations de l'Europe et de l'Asie – dont la nature est en partie celle d'un tribut unilatéral payé à la nouvelle Rome – en difficulté. Ayant choisi de fonder leur développement sur ces exportations absurdes en lieu et place du renforcement de leurs systèmes propres de production et de consommation (ce qui serait opter pour un développement autocentré), Européens et Asiatiques sont pris au piège. Car un seul pays – les Etats Unis – a le droit d'être souverain et de mettre en œuvre les principes d'un développement autocentré agressivement ouvert sur la conquête de l'extérieur. Tous les autres sont invités à rester dans le cadre d'un développement extraverti, c'est à dire à devenir les appendices des Etats Unis. C'est la vision du « XXe siècle américain ». Je ne pense pas que l'absurdité de la situation puisse se prolonger indéfiniment.

Car pour autant qu'elle y parvienne cette option de stratégie politique faite par la puissance dominante ne résoudra aucun problème ; au contraire, appelée à contraindre les Européens à renoncer à leur propre projet, à soumettre l'humanité toute entière aux règles d'un apartheid mondialisé systématique, à bafouer quotidiennement les droits démocratiques et sociaux nationaux et internationaux, cette stratégie ne produira qu'une opposition grandissante au « patron américain » - allant jusqu'à la haine.

La classe dirigeante des Etats Unis sait que l'économie de son pays est vulnérable, que le niveau de sa consommation globale dépasse de loin ses moyens, et que le seul instrument dont elle dispose pour forcer le reste du monde à couvrir son déficit est de le lui imposer par le déploiement de sa puissance militaire. Elle n'a pas le choix. Et elle a choisi la fuite en avant dans l'affirmation de cette forme d'hégémonisme. Elle mobilise son peuple – en premier lieu ses classes moyennes – en proclamant son intention de « défendre à tout prix le mode de vie américain ». Ce prix peut impliquer l'extermination de pans entiers de l'humanité. Cela n'a rigoureusement aucune importance. Cette classe dirigeante croit qu'elle peut entraîner dans son aventure sanglante l'ensemble de ses partenaires d'Europe et du Japon et même, au titre du service qu'elle rend à cette « communauté de nantis », obtenir leur consentement à la couverture du déficit américain. Jusqu'à quand ?

**5.** Les appareils du G7 s'emploient à présenter le « nouvel âge du capitalisme » et son ordre mondial comme à la fois inévitable et finalement positifs, les dégâts occasionnés par leur mise en place n'étant que collatéraux et transitoires.

Fort heureusement il ne manque pas d'analyses lucides qui démontrent que la logique exclusive du capitalisme sénile conduit ailleurs, au génocide puisque la majorité de

l'humanité est devenue inutile et encombrante, à l'exacerbation des fausses identités dites communautaires, à l'explosion de l'individualisme sauvage destructeur de la démocratie citoyenne et sociale. De surcroît la gestion économique de ce système n'a rien à voir avec le discours des économistes libéraux sur les vertus de la concurrence et du marché, étant fondée tout à l'opposé sur la protection absolue des rentes de monopoles. Il ne s'agit donc pas d'une véritable nouvelle phase d'expansion du capitalisme, mais de la solution barbare à ses contradictions. Le libéralisme apparaît alors pour ce qu'il est : le viagra du capitalisme sénile.

L'optimisme de la raison permet en contrepoint d'identifier les conditions de la construction d'une gauche nouvelle à la hauteur du défi, capable de battre la droite au pouvoir. Cette construction passe par celle d'un front international des classes dominées et des peuples du Nord et du Sud. Mais ce front n'existe pas encore. La fragmentation des mouvements et des luttes sociales, les insuffisantes de leur politisation nécessaire – c'est à dire de leur inscription dans une vision sociétaire d'ensemble cohérente et efficace, répondant aux défis - , le désarroi idéologique et les dérives d'un certain nombre des ripostes aux agressions du capital constituent ensemble et à court terme la force des pouvoirs en place au service du capital dominant.

Une nouvelle gauche à la hauteur du défi devrait, à mon avis, s'assigner l'objectif d'imposer dans une première étape la reconstruction d'un monde multipolaire, qui est la condition : indispensable pour ouvrir aux forces progressistes des espaces d'autonomie leur permettant des avancées qui seront, comme toujours, inégales d'un pays et d'un moment aux autres. Cette construction multipolaire suppose par définition même le démantèlement de l'hégémonisme des Etats Unis et par là même la recherche de convergences minimales entre toutes les forces politiques et sociales qui s'y opposent.

Dans une perspective plus longue les avancées produites par les espaces d'autonomie conquis permettront d'envisager le dépassement de la logique exclusive du capital, par l'approfondissement des formes authentiques de démocratisation citoyenne et sociale. Il s'agit là du véritable conflit civilisationnel (et non du conflit « des » civilisations) de notre époque, du conflit entre le capitalisme et le socialisme, plus que jamais à l'ordre du jour des exigences du progrès de l'humanité.